

**Convention collective**

IDCC : 1375. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,  
MÉCANIQUES ET CONNEXES  
(DOUBS)**

**(31 mai 1985)**

(Etendue par arrêté du 27 février 1987,  
*Journal officiel* du 15 mars 1987)

■ *Journal officiel* du 22 décembre 2009

**Arrêté du 14 décembre 2009 portant extension d'un avenant à la  
convention collective des industries métallurgiques, mécaniques  
et connexes du Doubs (n° 1375)**

NOR : MTST0930307A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité  
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 27 février 1987 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté  
du 21 octobre 2008, portant extension de la convention collective des indus-  
tries métallurgiques, mécaniques et connexes du Doubs du 31 mai 1985,  
modifiée par l'avenant n° 1 du 19 décembre 1985, et des textes qui l'ont  
modifiée et complétée ;

Vu l'avenant du 31 août 2009 relatif aux rémunérations minimales hiérar-  
chiques, à la garantie annuelle de rémunération effective et à l'indemnité de  
panier, à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 17 novembre 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective  
(sous-commission des conventions et accords), recueilli selon la procédure  
prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

### Article 1<sup>er</sup>

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques et connexes du Doubs du 31 mai 1985, modifiée par l'avenant n° 1 du 19 décembre 1985, tel qu'étendu par arrêté du 27 février 1987 et complété par accord du 14 février 1994, et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de l'avenant du 31 août 2009 relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques, à la garantie annuelle de rémunération effective et à l'indemnité de panier, à la convention collective susvisée.

### Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

### Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 décembre 2009.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur général du travail,*  
J.-D. COMBREXELLE

*Nota.* – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/43, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.